

Zeitschrift: Reihe Kriminologie / Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie =
Collection criminologie / Groupe suisse de travail de criminologie

Herausgeber: Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie

Band: 24 (2006)

Artikel: Préface = Vorwort

Autor: Cimichella, Sandro / Kuhn, André / Niggli, Marcel Alexander

DOI: <https://doi.org/10.5169/seals-1051070>

Nutzungsbedingungen

Die ETH-Bibliothek ist die Anbieterin der digitalisierten Zeitschriften auf E-Periodica. Sie besitzt keine Urheberrechte an den Zeitschriften und ist nicht verantwortlich für deren Inhalte. Die Rechte liegen in der Regel bei den Herausgebern beziehungsweise den externen Rechteinhabern. Das Veröffentlichen von Bildern in Print- und Online-Publikationen sowie auf Social Media-Kanälen oder Webseiten ist nur mit vorheriger Genehmigung der Rechteinhaber erlaubt. [Mehr erfahren](#)

Conditions d'utilisation

L'ETH Library est le fournisseur des revues numérisées. Elle ne détient aucun droit d'auteur sur les revues et n'est pas responsable de leur contenu. En règle générale, les droits sont détenus par les éditeurs ou les détenteurs de droits externes. La reproduction d'images dans des publications imprimées ou en ligne ainsi que sur des canaux de médias sociaux ou des sites web n'est autorisée qu'avec l'accord préalable des détenteurs des droits. [En savoir plus](#)

Terms of use

The ETH Library is the provider of the digitised journals. It does not own any copyrights to the journals and is not responsible for their content. The rights usually lie with the publishers or the external rights holders. Publishing images in print and online publications, as well as on social media channels or websites, is only permitted with the prior consent of the rights holders. [Find out more](#)

Download PDF: 25.03.2026

ETH-Bibliothek Zürich, E-Periodica, <https://www.e-periodica.ch>

Préface

Bien des congrès ont déjà traité des nouvelles technologies selon des points de vue très divers. Cependant, les aspects criminologiques de la thématique n'ont que rarement été abordés. Pourtant, même si tous les criminologues ne sont pas d'avis qu'il y a lieu de parler d'une «nouvelle criminologie», tous s'accordent sur le fait qu'il existe de multiples facettes criminologiques à cette thématique. Raison pour laquelle le Groupe suisse de travail de criminologie en a fait le thème central de son congrès 2006.

Les divers intervenants à ce congrès y ont ainsi traité tant des aspects sociologiques et psychologiques, que des aspects de la poursuite pénale, de l'exécution des peines, ainsi que des aspects juridiques qui se cachent derrière les nouvelles technologies.

Plusieurs angles d'approche ont ainsi été utilisés pour traiter du sujet. Le professeur THOMAS BERNAUER (ETH Zurich) s'est tout d'abord penché sur le rôle joué par l'Etat dans la réduction des risques inhérents aux nouvelles technologies. Il a été suivi dans ce sens par les docteurs MATTHIAS KAISERSWERTH (IBM Zurich) et PETER GOLDSCHMID (OFJ), le premier ayant mis l'accent sur la nécessité de nouvelles réglementations légales pour répondre aux conséquences sociales des innovations découlant des nouvelles technologies, alors que le second s'est plus concrètement intéressé aux mesures préconisées par le futur Code de procédure pénale unifié pour lutter contre cette «nouvelle» criminalité.

Selon une première approche, les nouvelles technologies ont été considérées comme un **moyen nouveau de commettre des infractions réprimées depuis fort longtemps déjà.** Ainsi, KARIN SCHWAB (eBay), s'est interrogée sur l'accessibilité des marchés online et sur les moyens de lutter contre une criminalité née d'Internet et dès lors de plus en plus globale. Pour sa part, MARCEL RUF (directeur de l'établissement pénitentiaire de Lenzburg) s'est intéressé au problème posé

par le contrôle et la surveillance du contenu des connexions électroniques et téléphoniques vers l'extérieur des établissements pénitentiaires. Quant au professeur JÖRG FEGERT (pédopsychiatre), il a démontré une étroite corrélation entre la consommation de violences médiatiques d'une part et l'agressivité et le comportement délinquant chez les adolescents notamment d'autre part. Enfin, FRANCIS FORTIN (Sûreté du Québec) et MARC GRAF (clinique universitaire psychiatrique de Bâle) ont plus particulièrement développé l'importante croissance de la pédopornographie liée à Internet et les thérapies envisageables pour traiter les consommateurs.

Outre la création de nouveaux moyens de commettre des infractions réprimées depuis longtemps, le développement des nouvelles technologies peut également être considéré comme un moyen de **créer de nouvelles formes de criminalité**. S'intégrant dans cette deuxième approche du phénomène, WERNER RÜTHER (Kriminologisches Seminar, Bonn), en se préoccupant du phénomène de la délinquance liée à Internet, a ainsi pu relever les problèmes de définition et de relevé quantitatif qui découlent des nouveautés technologiques sous-jacentes à la «révolution digitale».

Inversement, selon une troisième approche, les mêmes nouvelles technologies peuvent également être considérées comme un excellent moyen de **prévention du crime**. Ainsi, correctement utilisées, les technologies de la sécurité (telles que la télésurveillance, les contrôles d'accès et les systèmes d'alarme) sont de nouveaux moyens susceptibles de prévenir une certaine criminalité. C'est ce que nous a exposé MAURICE CUSSON, (Université de Montréal).

Finalement, les nouvelles technologies représentent un **outil fabuleux de lutte contre la criminalité**. Tout d'abord, PHILIPPE BRÖNNIMANN (OFP) s'est interrogé sur l'utilité des bases de données dans le travail de la police et sur l'avenir d'un index national de la police. OLIVIER RIBAUX (Université de Lausanne) a pour sa part mis l'accent sur les défis auxquels les sciences criminelles sont confrontées à

travers l'utilisation des outils informatisés du renseignement criminel. En effet, comme l'a relevé BERTRAND LATHOUD (analyste des fraudes – Skype), les technologies de l'information se développent rapidement, mais il convient de rester attentifs à l'influence de ces nouveaux moyens de preuve sur la production, la collecte et l'interprétation des divers éléments à disposition. Plus optimiste, JULIEN CARTIER (analyste criminel) a démontré l'importance des nouveautés technologiques, et plus particulièrement de la localisation des téléphones portables dans les enquêtes judiciaires, les considérant comme un formidable réservoir d'informations. Tout en invitant les auditeurs à rester attentifs aux méfaits d'un recours systématique et irréfléchi aux nouvelles méthodes technologiques à disposition, PIERRE CORNU (procureur général dans le canton de Neuchâtel) a dressé une liste de ces nouveaux moyens mis au service des autorités de poursuite pénale. PASCAL SEEGER (analyste indépendant) s'est, quant à lui, plus particulièrement intéressé aux nouveaux moyens d'identification des diffuseurs de fichiers illégaux dans les réseaux de partage de fichiers «Peer-to-Peer». Enfin, JÜRGEN MÜLLER (psychiatre), a conclu ces trois journées de conférences par un exposé présentant la neurobiologie comme un nouveau moyen de lutter contre le crime et comme un moyen thérapeutique potentiel pour les maladies les plus significatives en psychiatrie légale.

Le congrès 2006 du Groupe suisse de travail de criminologie a ainsi abordé les aspects criminologiques des nouvelles technologies sous des angles variés et a permis par la même de présenter tant les nouvelles brèches qui en résultent que les nouveaux moyens de lutte contre la criminalité dont elles sont porteuses.

Sandro Cimichella, André Kuhn, Marcel Alexander Niggli

Vorwort

Viele Kongresse haben sich bereits den neuen Technologien gewidmet, doch wurden die kriminologischen Aspekte bisher selten angesprochen. Zwar sind nicht alle Kriminologen der Ansicht, man müsse geradezu von einer «neuen Kriminologie» sprechen, doch sind sich alle einig, dass das Thema viele sehr bedeutsame Facetten aufweist, was die Schweizerische Arbeitsgruppe für Kriminologie dazu gebracht hat, ihm den Kongress des Jahres 2006 zu widmen.

Die Beiträge zum Kongress haben soziologische Aspekte ebenso angesprochen wie psychologische, Aspekte der Strafverfolgung und des Strafvollzugs ebenso wie juristische Fragen, die sich hinter den neuen Technologien verstecken.

Zum Thema sind verschiedene Zugänge möglich. THOMAS BERNAUER (ETH Zürich) hat sich mit der Rolle beschäftigt, die der Staat bei der Reduktion der Risiken der neuen Technologien spielt. Gefolgt wurde er darin von MATTHIAS KAISERSWERTH (IBM Zürich) und PETER GOLDSCHMID (BJ), wobei der Erstgenannte dabei den Akzept auf die Notwendigkeit rechtlicher Regelungen legte, um die sozialen Konsequenzen der neuen Technologien anzugehen, während sich der Zweitgenannte dagegen für die Mittel interessierte, die im zukünftigen gesamtschweizerischen Strafprozessrecht vorgesehen werden, um gegen die «neue» Kriminalität zu kämpfen.

Neue Technologien kann man als **neues Mittel betrachten, Delikte zu begehen, die ihrerseits schon lange bestehen.** KARIN SCHWAB (eBay) etwa hat sich mit dem Zugang zu Online-Märkten beschäftigt und mit den Möglichkeiten, gegen eine Kriminalität zu kämpfen, die vom Internet selbst hervorgebracht wird und heute mehr und mehr als global erscheint. MARCEL RUF (Direktor der Strafanstalt Lenzburg) interessierte sich für das Problem der Kontrolle und Überwachung von Inhalten, die über elektronische und telephonische Verbindungen aus Strafanstalten zur Aussenwelt hergestellt

werden. JÖRG FEGERT (Jugendpsychiater) hat einen engen Zusammenhang zwischen dem Konsum von medialer Gewalt einerseits und Aggressivität und delinquentem Verhalten bei Jugendlichen andererseits aufgezeigt. FRANCIS FORTIN (Sûreté du Québec) und MARC GRAF (Psychiatrische Universitätsklinik Basel) schliesslich haben sich besonders der Frage nach der Kinderpornographie auf dem Internet und den möglichen Therapien gewidmet, die für die Konsumenten solcher Pornographie in Frage kommen.

Über die Schaffung neuer Mittel zur Begehung bereits bestehender Straftatbestände hinaus kann die Entwicklung neuer Technologien aber auch als eine **Quelle neuer Formen von Kriminalität** betrachtet werden. Im Rahmen dieser Perspektive hat WERNER RÜTHER (Kriminologisches Seminar, Bonn) in der Auseinandersetzung mit der Internet-Kriminalität zeigen können, welche Probleme bei der Definition und quantitativen Erfassung dieser Delikte bestehen. Umgekehrt können die neuen Technologien auch als ein ausgezeichnetes **Mittel der Verbrechensprävention** betrachtet werden. So können etwa Sicherheitstechnologien wie die Videoüberwachung, Zugangskontrollen oder Alarmsysteme bei korrekter Nutzung bestimmte Kriminalitätsformen verhindern, wie MAURICE CUSSON (Universität Montréal) dargelegt hat.

Schliesslich stellen die neuen Technologien ein beeindruckendes **Mittel der Verbrechensbekämpfung** dar. So hat sich PHILIPPE BRÖNNIMANN (BAP) der Nützlichkeit von Datenbanken bei der Verbrechensbekämpfung gewidmet. OLIVIER RIBAU (Universität Lausanne) hat auf die Herausforderungen aufmerksam gemacht, die auf die Kriminalwissenschaften im Rahmen der Nutzung von Informationsinstrumenten zukommen. BERNARD LATHOUD (Betrugsanalyst, Skype) hat betont, dass es dem Einfluss gegenüber aufmerksam zu bleiben gelte, den die neuen Technologien auf die Datensammlung und -interpretation ausüben. Optimistischer zeigte sich JULIEN CARTIER (Verbrechensanalyst) hinsichtlich der Bedeutung der neuen Technologien, insbesondere bei der Lokalisierung von Mobiltele-

phonen im Rahmen von Strafuntersuchungen. PIERRE CORNU (Generalstaatsanwalt des Kantons Neuenburg) hat eine Liste dieser neuen Technologien präsentiert, die den Strafverfolgungsbehörden heute offen stehen, gleichzeitig aber vor ihrem unreflektierten Einsatz gewarnt. PASCAL SEEGER (unabhängiger Analyst) hat sich mit der Identifikation von Verbreitern von illegalen Dateien in File-Sharing-Netzwerken (peer-to-peer) auseinandergesetzt und JÜRGEN MÜLLER (Psychiater) hat den dreitägigen Kongress abgeschlossen mit einem Referat über Neurobiologie als neues Instrument im Kampf gegen die Kriminalität und als potentielles Instrument der Therapie bei den gerichtspsychiatrisch bedeutsamsten Erkrankungen.

Der Kongress der Schweizerischen Arbeitsgruppe für Kriminologie 2006 hat so die verschiedensten kriminologischen Aspekte neuer Technologien angesprochen und dabei sowohl die Risiken als auch die Chancen dieser Technologien beleuchtet.

Sandro Cimichella, André Kuhn, Marcel Alexander Niggli